

## LE POINT SUR L'EXODE RURAL EN WALLONIE DE 1947 A 1997

Laurence THOMSIN

### Résumé

Cet article vise à établir un bilan de l'exode rural en Wallonie. Partant du constat d'une revitalisation différentielle observée en 1997 parmi les communes rurales, différents profils d'exode rural ont pu être individualisés et trois indicateurs explicatifs de cette revitalisation différentielle construits afin de supputer le poids de l'exode rural sur les conditions de la reprise de croissance démographique des communes rurales wallonnes. Ces indicateurs sont : la période de reprise démographique, la perte démographique consécutive à l'exode rural et l'amplitude de reprise démographique.

### Mots-clés

exode rural, revitalisation versus dévitalisation différentielle, Région wallonne, indicateurs de croissance démographique différentielle, espace rural

### Abstract

*The article established consequences resulting from rural exodus in Wallonia. To explain differential dynamisms observing in rural entities in 1997, various profile of rural exodus are been individualized and three factors are been introduced to measure weight of rural exodus on return of rural dynamism of rural entities in Wallonia. These factors are called : period of demographic return, demographic loss following on rural exodus and demographic return amplitude.*

### Keywords

*rural exodus, differential dynamisms, Wallonia, indicators of differential demographic, dynamism, rural space*

## INTRODUCTION

Dans le cadre d'une étude sur l'intensité et les modalités du repeuplement des campagnes en Europe du Nord-Ouest, un constat de nos recherches pose pour principale conclusion une Europe du Nord-Ouest se caractérisant globalement par une reprise généralisée de la croissance démographique de ses campagnes transfrontalières, mais au demeurant très typée régionalement ; cela conforte l'idée que la problématique de la reprise du rural en Europe est très nuancée (Thomsin, 2000).

A l'instar de ce qui s'observe en Région wallonne, une typologie, construite sur base du critère variation de population<sup>1</sup> et excluant délibérément les communes d'agglomération et les communes de banlieue<sup>1</sup> (Carte 1), nous a permis de constater la présence d'une diachronie des reprises de la croissance rurale au cours des quatre ou cinq dernières périodes statistiques disponibles dans chacun des pays de référence discriminant de fait le rural en six principaux types de comportement démographique<sup>1</sup>.

Pour les différentes périodes observées, des formes différenciées de distribution du peuplement en chacune des quatre régions frontalières observées peuvent être mises en évidence. La complexité des modèles de diffusion de la croissance rurale, de même que leur décalage chronologique selon l'appartenance nationale des régions, paraissent être pour chaque cas dans leur contenu étroitement liés aux contextes des évolutions économiques, sociales et politiques de ces pays. Par ailleurs, des comportements démographiques similaires peuvent aussi déborder du simple cadre régional et se particulariser par rapport aux modèles nationaux de diffusion.

Confronté non pas à un modèle de repeuplement de l'espace rural, mais à un ensemble de modèles entre pays frontaliers de la Wallonie, avec des diachronies intranationales, et au-delà avec des formes d'interpénétration démontrant la complexité d'une hiérarchisation des processus régissant la distribution et le dynamisme du peuplement, nous nous sommes interrogés sur la signification du processus d'exode rural et plus particulièrement sur son incidence sur les conditions de cette reprise variée des espaces ruraux<sup>1</sup>.

## I. L'EXODE RURAL

La notion d'exode rural<sup>1</sup> peut être conçue de manière restreinte ou large. Dans une définition large, l'exode rural fait référence à un dépeuplement des campagnes. Dans une définition restreinte<sup>2</sup>, l'exode rural correspond à un dépeuplement des campagnes au profit des villes.

La définition large retiendra dans cet exposé notre attention. Ainsi, le rural délaissé s'interprétera-t-il à partir de l'émigration qui l'affecte. L'exode rural, trop souvent confondu avec la migration agricole de caractère professionnel, est un phénomène certes lié au précédent, mais non identifié à lui.

En repositionnant le contexte historique d'apparition du processus d'exode rural<sup>3</sup>, il paraît utile de rappeler que celui-ci a longtemps été considéré comme un événement défavorable, une dégradation, voire une décadence. Le développement des villes a traditionnellement été mal vu par les moralistes et même par les classes dirigeantes en général, tant du point de vue de la campagne appauvrie que de la ville dangereuse. Déjà au XVIII<sup>e</sup> siècle, nombreux sont les auteurs qui, déplorant ce mouvement économiquement désavantageux et socialement redoutable, envisageaient le retour dans les campagnes de toute la population urbaine désœuvrée. Le XIX<sup>e</sup> siècle qui a vu s'intensifier l'exode rural et commencer la diminution de population dans de nombreuses campagnes, a été également, dans son ensemble, hostile au phénomène, pour des raisons analogues aux précédentes, auxquelles s'ajoutait une certaine méfiance, sinon même une aversion, à l'égard de l'industrie. Le retour à la terre a été expressément préconisé par de nombreux auteurs, y compris Méline, à l'aube même du XX<sup>e</sup> siècle (Merlin, 1971). C'est seulement après la Seconde Guerre que ce phénomène a été, en quelque sorte, exorcisé. La réaction contre la mécanisation de l'agriculture, l'impossibilité d'écouler les excédents agricoles de plus en plus pesants, l'ouverture sur l'Europe, la stimulation inflationniste, l'accélération générale, tout a concouru à une valorisation du processus d'urbanisation. L'urbanisation a commencé, en Europe en 1846, en même temps que les migrations internationales prenaient leur essor. La rupture de l'équilibre entre les populations rurales et urbaines et au profit de ces dernières ne s'est opérée toutefois qu'avec un considérable décalage dans le temps entre pays européens (Dollot, 1970).

Face à ce mouvement de concentration urbaine paraissant irréversible, on assiste cependant, depuis la décennie septante, dans la plupart des pays industrialisés, à une remontée de la courbe de population de ces campagnes hier touchées par l'exode rural et plus précisément dans des zones encore très reculées. On assiste successivement à un mouvement séculaire de dépopulation rurale, à une stabilisation de celle-ci et, depuis 1970-1975 au sein de l'Europe du Nord-Ouest, à une tendance

de retour de croissance démographique des communes rurales, à partir d'une date légèrement variable selon le pays de référence.

A titre de mécanismes explicatifs des conditions ayant favorisé cette nouvelle attraction résidentielle des espaces ruraux, qui marque clairement un processus de rupture d'urbanisation, nous désirons mesurer le poids d'une contrainte non harmonisée de l'exode rural, au sens d'une définition large, sur la capacité de reprise de ces communes rurales.

## II. SIGNIFICATION ET INTENSITE DE L'EXODE RURAL EN WALLONIE

Notre objectif est de tracer les profils d'exodes ruraux observables en Wallonie et de les localiser.

L'analyse d'une problématique de l'exode rural en Région wallonne nous a poussé à observer dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle l'état de santé démographique des communes wallonnes. A quelques exceptions près, la montée des chiffres de population dans les campagnes débute en 1831, année du premier dénombrement de la Belgique, pour atteindre un pic démographique en 1880. Cette croissance révélée par le recensement de 1880 marque l'état du surpeuplement des campagnes wallonnes à l'aube du processus d'industrialisation.

Afin de tester en 1997 la présence d'un reflux du mouvement séculaire de dépopulation rurale des campagnes, l'utilisation d'une référence au seuil démographique de 1880 nous a semblé a priori intéressante. Il s'agissait donc de vérifier commune par commune si le maximum de population atteint en 1880 l'est à nouveau au cours du XX<sup>e</sup> siècle. Or, après vérification, toute rupture de l'exode rural ne peut être confirmée sur cette base. En effet, nombre de communes ayant entamé une reprise de croissance démographique à partir de la décennie 1961-1970 ou de la décennie 1970-1981 avec un maximum démographique en 1997, n'ont toujours pas récupéré le seuil démographique élevé de 1880. Dans certains cas même, l'écart démographique, exprimé en valeur absolue, entre 1880 et 1997 peut aller de - 1.000 à - 2.000 habitants<sup>4</sup>. C'est particulièrement le cas de communes sises en zone agricole ou agro-forestière telles que Attert avec - 1.092 habitants, Jodoigne avec - 1.021 hab., Wasseiges avec - 1.132 hab. et Fernelmont avec - 1.476 habitante<sup>5</sup>. Ce type de communes, au demeurant reconnues comme très dynamiques pour l'heure, ne retrouveront probablement jamais le niveau de population de 1880 en raison d'une transformation fondamentale de l'organisation économique de la société rurale et plus spécifiquement du secteur agricole, du secteur secondaire et de l'artisanat, de même qu'en raison d'une évolution structurelle et comportementale des nouvelles familles peuplant ces territoires de prédilection selon de nouvelles formes de migrations socio-culturelles (Thomsin et al., 2000). Si l'ensemble des communes dont

l'écart démographique maximum est de 999 habitants sont souvent des communes à croissance tardive 4<sup>4</sup>, certaines d'entre elles en porte-à-faux se caractérisent aussi par une bonne croissance : Beaumont, Faimés, Gesves, Hannut, Héron, Incourt, Modave, Nassogne, Ramillies, Somme-Leuze, Tenneville et Villers-le-Bouillet. Inversement et ceci conforte notre propos critique à l'encontre du référentiel démographique de 1880, des communes dont l'écart démographique entre 1880 et 1997 est positif n'attestent toujours pas d'un bilan de santé actuel favorable. Les exemples les plus frappants sont les communes de Bernissart, Quiévrain et Paliseul en décroissance continue depuis 1961-1970.

Le seuil de peuplement des communes rurales de 1880 ne peut donc être retenu comme référence unique pour confirmer la mise en place d'une rupture de l'exode rural.

La mesure d'une rupture de l'exode rural au cours du XXe siècle semble par contre significative sur base de l'évolution démographique depuis 1947. En effet, la distribution du peuplement en Région wallonne entre 1947 et 1997 résulte de l'ensemble des courants migratoires propres aux divers mouvements évolutifs d'urbanisation et le recensement de 1947 fait seulement apparaître l'état du déséquilibre national amorcé par des processus évolutifs de dépeuplement régionaux. L'exode rural, sur base d'une comparaison des recensements de 1910, de 1930 et de 1947, ne révélait jusqu'ici pas encore à proprement parler de phénomène de rupture de l'équilibre traditionnel. Parmi les éléments qui donnèrent à la Belgique sa prospérité, on notait l'équilibre de la population sur le territoire, à concurrence de 60 % dans les communes urbaines et de 40 % dans les communes rurales. Le pays ne souffrait ni de concentration urbaine excessive, ni d'exode rural massif. Les excédents de population dus à la forte natalité des villages ont régulièrement comblé les vides par l'ambiance dénataliste des villes. Le slogan « On sauve la ville au village » se vérifiait alors (Jurdant, 1954). Trois faits ont depuis 1947 bouleversé la situation : 1) la population du Royaume ne s'est plus accrue que faiblement ; 2) dans un pays où la population est en croissance minime, on observe une concentration de celle-ci de plus en plus grande dans deux régions urbaines et industrielles ; 3) les régions rurales se dépeuplent d'autant plus intensément que leur densité est faible. Congestion et anémie ont contribué à la rupture d'équilibre du pays.

Nous nous appuyons donc pour cette analyse sur les résultats démographiques des cinq derniers recensements décennaux de la population et des logements sur le total des quinze recensements généraux échelonnés de 1846 à 1991. Ces cinq années de référence sont : 1947, 1961, 1970, 1981 et 1991 auxquelles nous avons joint les chiffres de la population de 1997.

En 1997, quarante-huit communes contre cent vingt-quatre n'ont pas connu l'exode rural depuis 1947.

A la même date, pour toutes les communes concernées par l'exode rural, il y a tarissement de celui-ci. Sur l'ensemble des communes touchées par des vagues d'émigration, plusieurs types d'exode s'observent.

A. L'exode rural a débuté soit au cours de la période de recensement 1947-1961 (cas de 102 communes), soit au cours de la décennie 1961-1970 (cas de 22 communes). Nous relevons, pour l'ensemble des communes ayant vécu un phénomène d'exode, deux comportements de croissance démographique entre 1947 et 1997 :

- 62 communes ont récupéré un seuil de population équivalent à celui de 1947 ou de 1961 ;
- 62 communes n'ont pas connu une croissance démographique suffisante pour retrouver à nouveau ce seuil. Pour ces dernières, la période de rupture d'exode et de reprise démographique s'est d'ailleurs souvent révélée très tardive, 1981 - 1991 ou 1995.

Selon la carte 2 (Synthèse évolutive de l'exode rural en Wallonie en 1997), quatre situations de reprise démographique peuvent avoir eu lieu :

- rupture de l'exode rural amorcé en 1947 sans récupération du seuil démographique de 1947 ;
- rupture de l'exode rural amorcé en 1947 avec récupération du seuil démographique de 1947 ;
- rupture de l'exode rural amorcé en 1961 sans récupération du seuil démographique de 1961 ;
- rupture de l'exode rural amorcé en 1961 avec récupération du seuil démographique de 1961.

B. Les communes rurales ayant connu un exode rural différé, c'est-à-dire après 1961, se divisent elles-mêmes en deux catégories :

- onze communes dont l'exode a été très limité dans le temps et où la perte démographique a été compensée à la période suivante, à savoir : Anhée, Bertrix, Etalle, Habay, Harnois, Le Roeulx, Lobbes, Merbes-le-Château, Nassogne, Oreye et Villers-la-Ville ;
- douze communes pour lesquelles l'exode s'est prolongé, à savoir : Berloz, Bernissart, Chièvres, Erquennes, Estines, Florenville, Hensies, Huy, Leuze en Hainaut, Lincet, Paliseul et Quiévrain.

La valeur indicatrice d'une reprise démographique entre 1947 et 1997 ou entre 1961 et 1997 ne désigne pas nécessairement le moment d'une rupture de l'exode rural, mais, dans certains cas, celui d'un retournement du flux de décroissance démographique, ce que certains auteurs nomment par « turnaround ». Ce retournement démographique connu dans le langage scientifique comme « reprise du monde rural » souligne un changement structurel affectant le monde rural dans son ensemble.

Comme le démontre la carte 1 (Typologie des évolu-

tions démographiques en Wallonie au cours des périodes 1961-1970, 1970-1981, 1981-1991 et 1991-1997), l'ensemble des communes ayant connu une croissance très précoce, c'est-à-dire depuis 1961-1970, soit n'ont pas connu d'exode rural, soit ont déjà entamé un retournement démographique par rapport à 1947. Ces communes n'ont par ailleurs pas connu non plus d'exode rural depuis 1880 ou alors un exode entre 1880 et 1947, mais avec arrêt rapide dès 1947-1961. L'ensemble des communes à croissance précoce, c'est-à-dire depuis 1970-1981, ont elles aussi majoritairement récupéré le maximum démographique de 1947. L'exode rural s'est arrêté pour certaines d'entre elles dès 1961-1970. Les communes à croissance intermédiaire, tardive et très tardive, c'est-à-dire respectivement à partir de 1981-1991 et de 1991-1995 ou 1995-1997 ne récupèrent pas le seuil démographique de 1947 ou de 1961.

C. En comparant les moments de rupture de l'exode rural et de retournement démographique aux différents niveaux de petites villes de la hiérarchie urbaine wallonne de H. Van der Haegen, M. Pattyn et C. Cardyn (1982), nous constatons :

- à l'exception de Dinant et du cas particulier de Huy resté en deçà du maximum démographique de 1947, toutes les petites villes très bien équipées ont pour particularité de ne pas avoir connu d'exode rural. Celles-ci, en nombre limité et avec une distribution géographique irrégulière, ont servi de noyau de peuplement de l'espace rural ;
- parmi la dernière catégorie nommée petites villes, c'est-à-dire les petites villes caractérisées par un environnement rural important, la diversité des cas d'exodes se marque surtout dans deux zones structurellement déficitaires :
  - la Région hennuyère, à l'exception du Pays de Soignies polarisé par le Brabant wallon ;
  - l'Ardenne : vallée de la Semois, cas isolés en Ardenne du Nord-Est et sur le Plateau de l'Ardenne centrale.

Parmi les petites villes n'ayant connu une croissance démographique ni dès 1961-1970, ni dès 1970-1981, on observe :

- des communes connaissant une croissance démographique faible, tardive avec des interruptions ou arrêt de croissance (exemples : Bouillon, Erquelines et Florenville) ;
- des communes connaissant une croissance continue bien que très tardive (Rochefort et Vielsalm).

À l'exception de ces deux derniers types, l'impact des petites villes avec environnement rural important semble se confirmer, notamment en Entre Sambre-et-Meuse, autre région pourtant en difficulté structurelle.

### III. LE POIDS DE L'EXODE RURAL

Pour supputer le poids de l'exode rural, nous avons construit trois indicateurs de dévitalisation espace rural wallon.

#### A. La période de reprise démographique (Carte 3)

Cet indicateur établit la période de rupture de l'exode rural avec une reprise de la croissance démographique, à savoir : 1961-1970, 1970-1981, 1981-1991, 1991-1995 ou 1995-1997. Les deux principales périodes de reprise étant 1970-1981 (42 cas) et 1981-1991 (38 cas). La période 1961-1970 montre une reprise de communes localisées en zone de migration alternante de régions urbaines ; celle de 1970-1981 le long de l'axe d'urbanisation résidentiel Bruxelles-Namur et de l'axe d'urbanisation Namur-Arlon surimposé par ordre prioritaire aux tracés de la voie ferrée, de la route nationale et, enfin, de la récente autoroute. La période 1981-1991 distingue l'axe Léglise-Manhay, lui aussi traversé par une route nationale et une autoroute, mais dont les communes constitutives s'écartent des critères minimum d'urbanisation morphologique et fonctionnelle<sup>4</sup>. La période 1991-1997 voit émerger quelques communes très agricoles, de même que des communes du Hainaut.

Notre hypothèse théorique en vue d'une implication de cette période de reprise, rapide ou tardive, sur l'accroissement démographique actuel d'une commune rurale consiste à dire que plus la reprise démographique a été tardive, plus elle engendre un dynamisme mitigé de la croissance démographique communale (croissance faible, croissance interrompue, croissance arrêtée).

#### B. La perte démographique consécutive de l'exode rural (Carte 4)

Cet indicateur mesure la différence entre la décroissance maximale engendrée directement ou indirectement par le processus d'exode et le seuil de population de 1947 ou de 1961, si ce dernier lui est supérieur. Cette perte démographique s'échelonne de moins de 2 % à plus de 25 go'. La distribution des pertes les plus importantes (> 10 %), bien que se concentrant dans les communes les plus agricoles, est somme toute largement répartie sur l'ensemble du territoire wallon, affectant aussi bien des communes de la Région hennuyère que de la Hesbaye sèche.

Notre hypothèse théorique en vue d'une implication de cette perte démographique sur l'accroissement démographique actuel d'une commune rurale consiste à dire que plus la perte démographique due à l'exode rural a été profonde, plus les chances de reprise démographique sont tardives, voire incertaines. Les communes rurales victimes d'une telle dévitalisation démographique sont défavorisées par rapport au processus de croissance,

tant au niveau du taux d'accroissement total (intégrant la croissance sur place), qu'au niveau de la migration nette.

C. L'amplitude de reprise démographique depuis la fin du mouvement d'exode rural (Carte 5)

Cet indicateur mesure l'accroissement démographique entre 1997 et la dernière période décennale où l'exode rural s'est fait ressentir. Les différentes périodes de reprise concernées sont 1961-1997, 1970-1997, 1981-1997, 1991-1997 et 1947-1997 (s'il n'y a pas eu d'exode) et les seuils d'amplitudes atteints sont < 2 %, 2-5 %, 5-15 %, 15-25 % et > 25 %. Une amplitude de reprise élevée (> 15 %) favorise les communes n'ayant pas vécu l'exode rural ou l'ayant connu, mais avec une récupération du seuil démographique de 1947 ou de 1961.

Notre hypothèse théorique en vue d'une implication de cette perte démographique sur l'accroissement démographique actuel d'une commune rurale consiste à dire que plus les conséquences de l'exode rural ont été profondes, plus l'apport démographique exogène à l'accroissement des communes rurales est freiné.

## CONCLUSION

L'analyse rétrospective de l'exode rural en Wallonie débouche sur quatre constats :

- l'exode rural n'a pas affecté l'ensemble des communes wallonnes rurales. Nombre d'entre elles connaissent depuis la décennie 1961-1970 ou 1970-1981 une croissance démographique continue, quoique, pour certaines, avec un léger fléchissement entre 1947 et 1961 ;
- l'exode rural est, en 1997, enrayé sur tout le territoire rural wallon sans être nécessairement significatif d'une reprise démographique communale;
- un premier mouvement d'exode rural avec lourde perte démographique a principalement affecté des communes aujourd'hui classées en croissance intermédiaire, en croissance tardive ou en croissance très tardive, c'est-à-dire dont la poussée démographique depuis 1981-1991, 1991-1995 ou 1995-1997 se poursuit sans interruption (Carte 5);
- un deuxième mouvement d'exode rural, plus profond structurellement, fait encore sentir à l'heure actuelle ses effets dans nombre de communes localisées dans la vallée de la Semois, dans la Région hennuyère : le Tournaisis, le Hainaut central et les Hauts Pays, de même que, isolément, dans des communes ardennaises (Martelange et Ste-Ode), en région faménienne (Viroinval), en Hesbaye (Geer) et dans le Brabant wallon (Hélécine). Ces communes peu dynamiques subissent pour l'heure de nombreuses ruptures et essais de reprise démographique.

## NOTES

<sup>1</sup> Cette Europe du Nord-Ouest s'appuie sur la continuité continentale transfrontalière des quatre pays suivants : la Belgique (la Région wallonne), le Grand-Duché de Luxembourg, la France (les départements des Ardennes, de la Meuse, de la Moselle, de la Meurthe-et-Moselle, des Vosges, de la Marne et du Bas-Rhin) et l'Allemagne (les Länder de Nordrhein-Westfalen, de Rheinland-Pfalz et de Saarland).

<sup>2</sup> Le taux d'accroissement de population mesuré comme indicateur de croissance repose sur l'exigence d'un accroissement annuel communal d' au moins 0,1 %, quel que soit la période de référence, soit + 1 % seulement à l'issue de chaque décennie. La prise en considération d'une croissance annuelle stable, de période en période, a pour avantage de ne privilégier aucune phase d'urbanisation et de mettre en valeur les communes réellement soumises à une croissance effective. En effet, de la décennie soixante à la période des années nonante, les communes, selon leur qualité de commune urbanisée ou rurale, répondent aux mouvements de croissance ou de déprise selon une variabilité des valeurs qui se confine à l'intérieur du seuil d'accroissement de 1 %. Cette mesure de la croissance même modique nous la jugeons suffisamment révélatrice de comportements discriminants à cette étape-ci de l'observation.

<sup>3</sup> L'objet, à cette étape de la réflexion, étant de nous questionner sur l'évolution de l'espace rural.

<sup>4</sup> Type 1 : croissance rurale très précoce (communes ayant adopté une croissance démographique marquée depuis la période décennale 1961-1971) ; Type 2 : croissance rurale précoce (communes ayant adopté une reprise de croissance démographique marquée depuis la période décennale 1971-1981) ; Type 3 : croissance rurale intermédiaire (communes ayant adopté une reprise de croissance démographique marquée à partir de la période décennale 1981-1991) ; Type 4 : croissance rurale tardive (communes ayant adopté une reprise de croissance démographique marquée à partir de la période 1991-1995) ; Type 5 : croissance rurale très tardive (communes ayant adopté une reprise de croissance démographique marquée seulement depuis la période 1995-1997) ; Type 6 : décroissance rurale continue (communes ayant adopté une déprise de croissance démographique continue depuis la période décennale 1961-1971). Pour le cas wallon, la typologie va jusqu'à sept types. Ce septième type isole le cas de communes rurales en stabilité continue.

<sup>5</sup> En termes de délimitations spatiales, nous entendons par espace rural l'ensemble des espaces de faible densité, comprenant les communes de densités démographiques inférieures à 200 hab/km<sup>2</sup> (référence = 1997), dont sont exclues les communes appartenant à la zone de migration alternante, parfois appelée zone dortoir en raison du développement considérable de la navette autochtone.

Selon J.Pitié (1971), il est difficile de préciser l'appari-

tion de ce terme. Lorsque E. Vandervelde en 1903 fait un titre d'ouvrage, il ne crée sans doute pas l'expression. Mais les dictionnaires semblent l'ignorer. On ne la trouve pas dans la Grande Encyclopédie publiée sous la direction de Berthelot, ni dans le Grand Dictionnaire Universel du XIX<sup>e</sup> siècle de Pierre Larousse (1870), ni dans le Littré (édition originale et de 1960). Elle n'est pas citée dans les Dictionnaires Quillet (1953 et 1963). Elle figure par contre dans le Grand Larousse Encyclopédique (1961) et dans le Larousse en trois volumes (1966) : « migration des ruraux vers les villes ». Le Petit Robert (1967) la définit : « dépeuplement des campagnes au profit des villes », ce qui est inacceptable et risque de créer de regrettables confusions.

<sup>1</sup> Méline, alors qu'il était ministre de l'Agriculture de France, a désigné par exode rural la pénurie de main-d'oeuvre agricole (Jurdat, 1954). Cette expression qui peut encore être employée dans ce sens entraîne une confusion entre les qualificatifs « rural » et « agricole ». Les références nous paraissant les plus pertinentes sont présentées en note bibliographique.

A des fins de comparabilité entre toutes les années de recensement, les données de 1880, 1910, 1930, 1947, 1961 et 1970 ont été recalculées selon le mouvement de fusion des communes ordonné par la loi du 30 décembre 1975. Le nombre de celles-ci a été ramené de 2.359 au 31 décembre 1976 à 596 au 1<sup>er</sup> janvier 1977 et à 589 au 1<sup>er</sup> janvier 1983 (INS, 1983).

"La liste de cas similaires est longue : Ath (-1.663), Beloeil (-2.198), Bouillon (-1.083), Brugelette (-1.183), Celles (-3.653), Chièvres (-1.446), Chiny (-1.333), Ellezelles (-2.543), Flobecq (-1.039), Florenville (-1.579), Frasnes-Lez-Anvaing (-6.487), Herbeumont (-1.152), Honnelles (-2.278), Houffalize (-1.738), Houyet (-1.371), La Roche (-1.811), Léglise (-1.168), Lens (-2.110), Lessines (-1.216), Leuze-en-Hainaut (-2.470), Manhay (-1.010), Meix-devant-Virton (-1.030), Momignies (-1.005), Peruwelz (-2.176), Rendeux (-1.329), Sivry-Rance (-1.302), Viroinval (-1.363) et Vresse-sur-Semois (-1.889).

"Les arrondissements de Bruxelles et d'Anvers et les cinq arrondissements qui constituent l'hinterland de ces deux agglomérations : Louvain, Malines, Alost, Termonde et Saint-Nicolas.

<sup>12</sup> Tellé la zone d'Audenarde-Tournai-Ath : - 7 % (de 1910 à 1947), le Brabant wallon : + 4 % (de 1910 à 1947) et le Sud-Est (territoire situé au sud des vallées de la Sambre, de la Meuse et de la Vesdre) : - 8 % (de 1910 à 1947).

'Agglomération opérationnelle agrégée de communes périurbaines répondant à un ensemble de critères et dont l'ensemble regroupe au moins 80.000 habitants (Van Der Haegen, Van Hecke et Juchtmans, 1996).

<sup>1</sup> La typologie des communes selon le degré d'urbanisation classe en communes rurales celles identifiées grâce à trois indicateurs : la part de population masculine occupée dans le secteur agricole (plus forte qu'ailleurs), le pourcentage de migrants alternants sortants et le poids commercial (plus faibles que dans les autres communes) (Mérenne, Van der Haegen et Van

Hecke, 1997).

< 2 % (13 cas), 2-5 % (23 cas), 5-10 % (32 cas), 10-15 % (23 cas), 15-20 % (23 cas), 20-25 % (7 cas), > 25 % (3 cas).

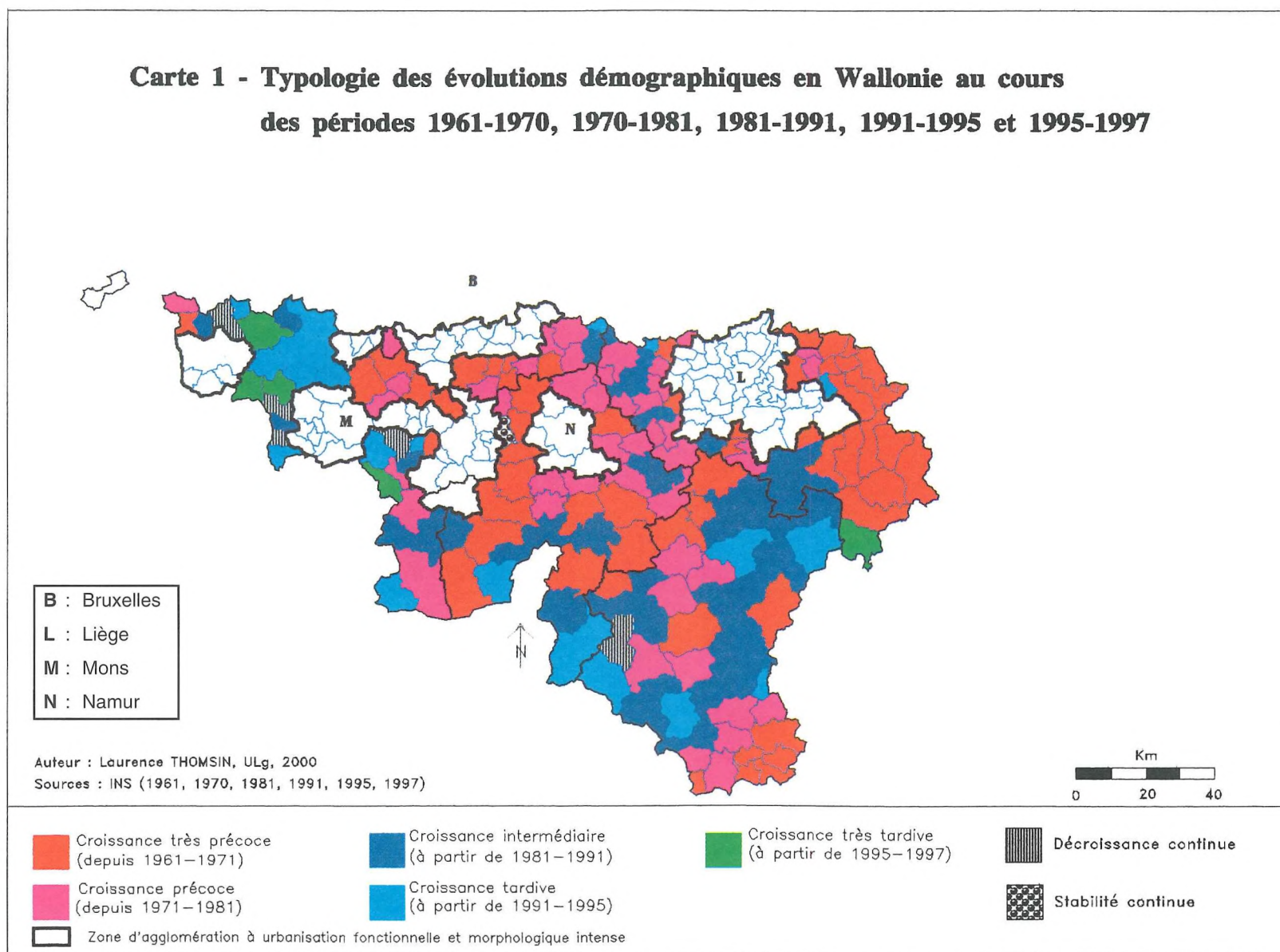
## BIBLIOGRAPHIE

- BOURDON J., 1954. L'exode rural et ses causes. *Congrès mondial de la population*, Rome, Vol. 2, pp. 511-526.
- CHARRIER J.-B., 1964. *Citadins et ruraux*, Que sais-je ?, n° 1107, Paris, PUF, 128 p.
- CLEMENT P. & VIEILLE P., 1960. L'exode rural. Historique, causes et conditions, sélectivité, perspectives. *Etudes de comptabilité nationale*, Imprimerie nationale, Paris, pp. 57-130.
- DOLLOT L., 1970. *Les migrations humaines*, Que sais-je ?, n° 224, 128 p.
- HAAS C.R., NAUCR J., FABRE A. & VASSAL L., 1946. *L'exode rural*, Centre des jeunes patrons, Paris, 76 p.
- INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE, 1983. *Recensement de la Population et des Logements au 1<sup>er</sup> mars 1981. Tome I, Chiffres de la population*, INS, Bruxelles.
- JENKINS D.R., 1940. *Growth and decline of agricultural villages*, University of Columbia, New York, 96 p.
- JORIS A., 1955. L'exode rural de la Province de Luxembourg. *Cahiers Ruraux*, Bruxelles, 3, pp. 12-18.
- JURDANT R., 1954. Le dépeuplement du Sud-Est est-il un phénomène d'exode rural ? *Cahiers Ruraux*, Bruxelles, 2, pp. 3-12.
- MENDRAS H., 1967. *L'exode rural en France. Etat des travaux*. Faculté des lettres et sciences humaines, Paris, 134 p.
- MERENNE B., VAN DER HAEGEN H. & VAN HECKE E., 1997. La Belgique. Diversité territoriale. *Bulletin du Crédit Communal*, 202/4, 144 p.
- MERLIN P., 1971. L'exode rural suivi de deux études sur les migrations. *Travaux et Documents*, INED, 59, PUF, 350 p.
- ONU, 1964. *La dépopulation et les modes de vie. Démographie, santé, nutrition, développement rural, urbanisation*, Dunod, Paris, 240 p.
- PESEZ J.M. & LEROY-LADURIE E., 1965. Les villages désertés en France. Vue d'ensemble. *Annales*, mars-avril, pp. 257-290.
- PITTE J., 1971. *Exode rural et migrations intérieures en France. L'exemple de la Vienne et du Poitou-Charentes*. Norois, 750 p.
- SAUVY A. & CHASTELAND J.-C., 1955. Le dépeuplement des petites communes. *Population*, octobre-décembre, pp. 737-744.
- THOMSIN L., 2000. La reprise démographique rurale en Wallonie et en Europe du Nord-Ouest. *Espace, Populations Sociétés*, 1, pp. 83-99.
- THOMSIN L., BERNARD B. & BAWIN-LEGROS B., 2000. Le choix résidentiel rural : une articulation de comportements individuels à contenu social, économique ou culturel entre mobilité(s) et ancrage(s), entre continuité et fragmentation. *Association internationale des sociologues de langue française*, Québec, 3-7 juillet 2000, 19 p.
- VANDERVELDE E., 1903. *L'exode rural et le retour aux champs*, Alcan, Paris, 304 p.
- VAN DER HAEGEN H., PATTYN M. & CARDYN C., 1982. The Belgian Settlement System. *The West European Settlement Systems. Acta Geographica Lovaniensia*, 22, pp. 251-363.

VAN DER HAEGEN H., VAN HECKE E. & JUCHTMANS  
G., 1996. Les régions urbaines belges en 1991, *Etudes  
statistiques*, n° 104, Bruxelles, INS, 42 p.  
WELSH OFFICE, 1964. *Depopulation in Middle Wales*,  
HMSO, London, 88 p.

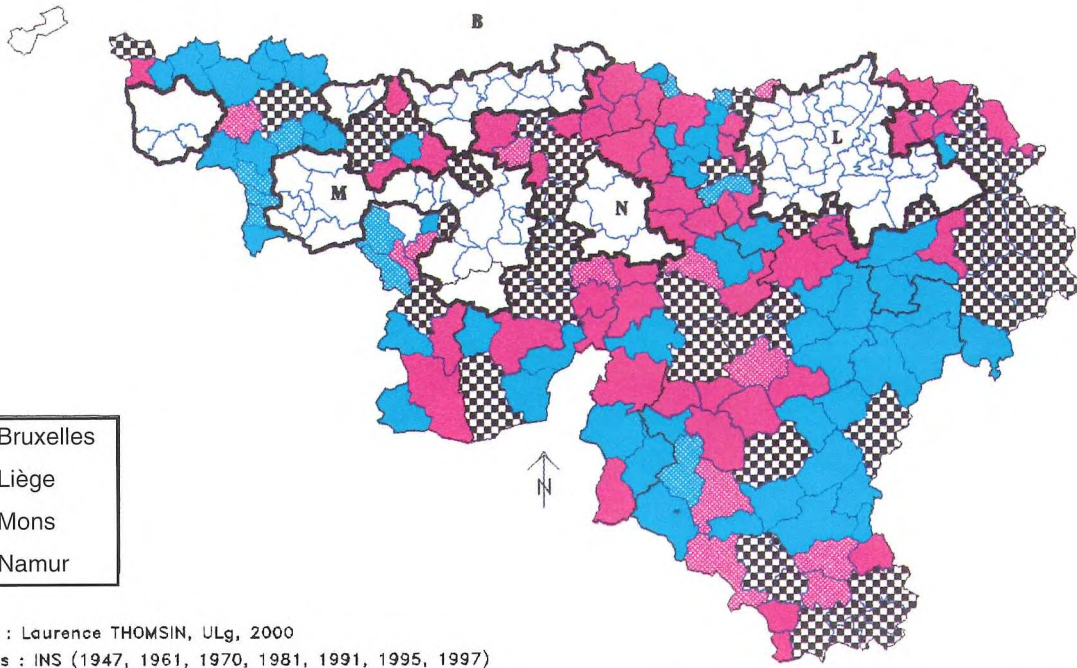
*Adresse de l'auteur :*  
Laurence THOMSIN  
Chargé de recherches du Fonds National  
de la Recherche Scientifique  
Université de Liège  
Sart Tilman B 11  
Allée du 6 Août 2  
B-4000 Liège, Belgique

**Carte 1 - Typologie des évolutions démographiques en Wallonie au cours  
des périodes 1961-1970, 1970-1981, 1981-1991, 1991-1995 et 1995-1997**



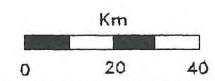


## Carte 2 - Synthèse évolutive de l'exode rural en Wallonie entre 1947 et 1997



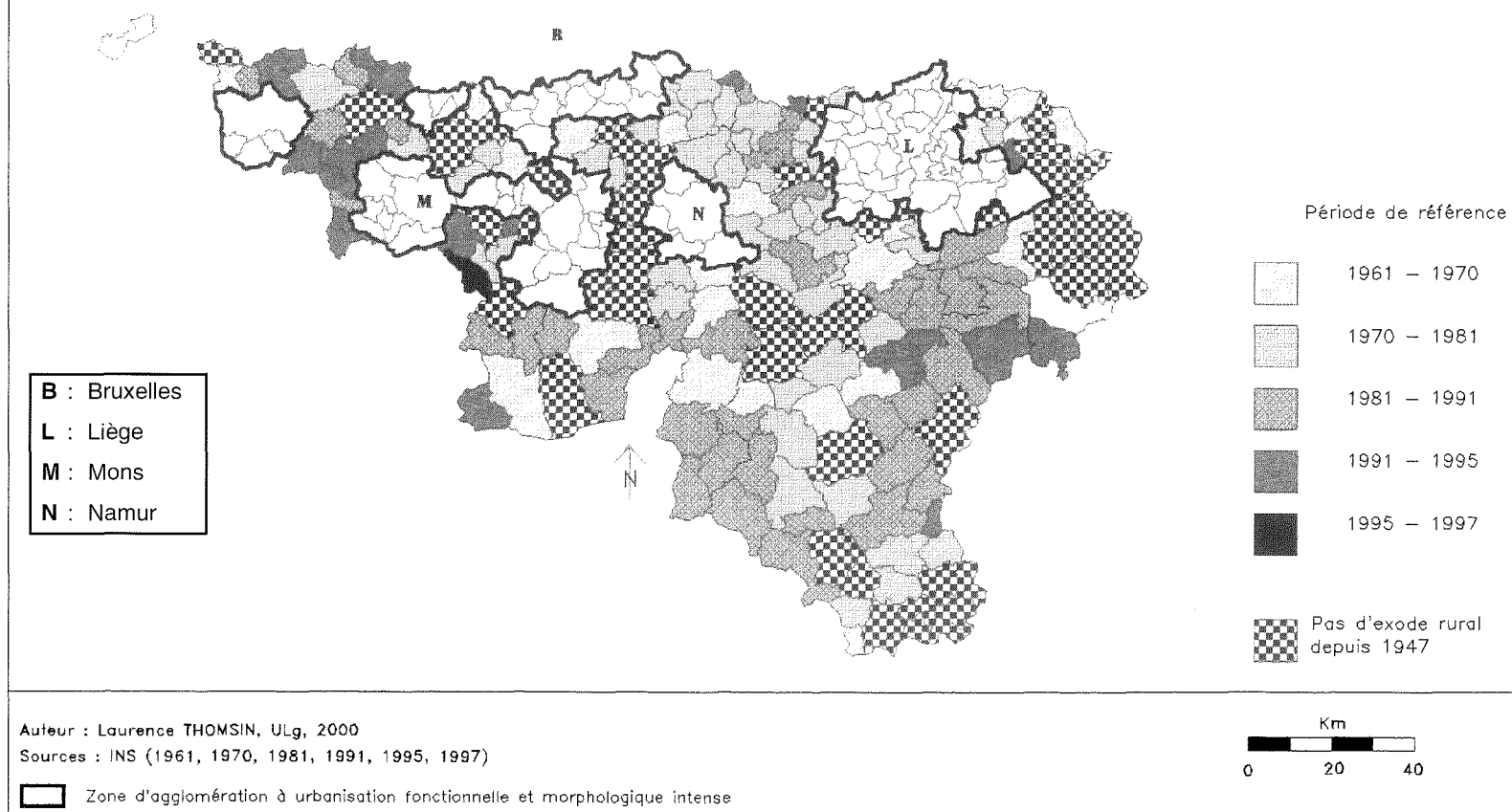
**B** : Bruxelles  
**L** : Liège  
**M** : Mons  
**N** : Namur

Auteur : Laurence THOMSIN, ULg, 2000  
 Sources : INS (1947, 1961, 1970, 1981, 1991, 1995, 1997)

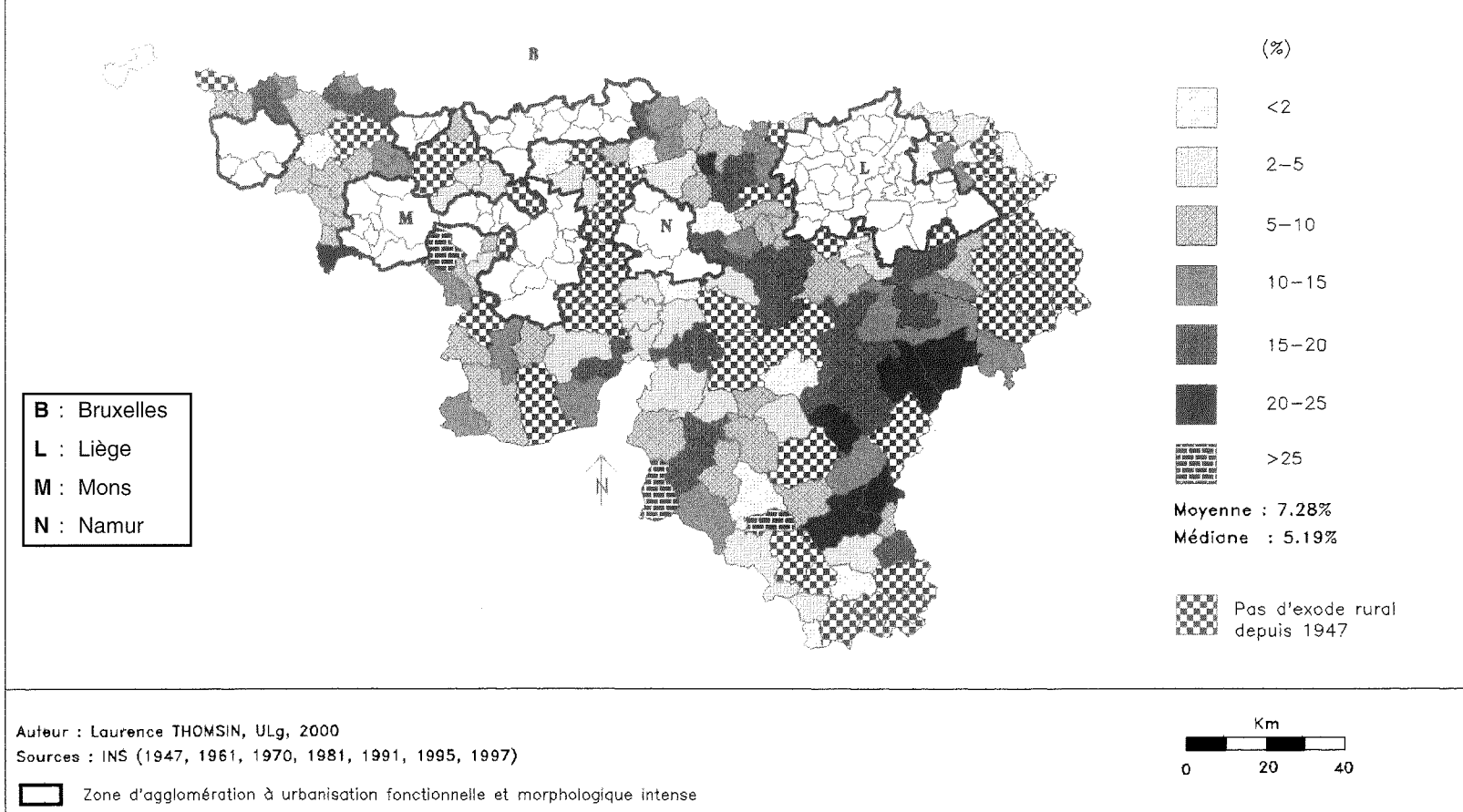


- |  |  |  |
|--|--|--|
| Pas d'exode rural depuis 1947  | Rupture de l'exode rural amorcé en 1947 sans récupération du seuil démographique de 1947 | Rupture de l'exode rural amorcé en 1961 sans récupération du seuil démographique de 1961 |
| Zone d'agglomération à urbanisation fonctionnelle et morphologique intense | Rupture de l'exode rural amorcé en 1947 avec récupération du seuil démographique de 1947 | Rupture de l'exode rural amorcé en 1961 avec récupération du seuil démographique de 1961 |

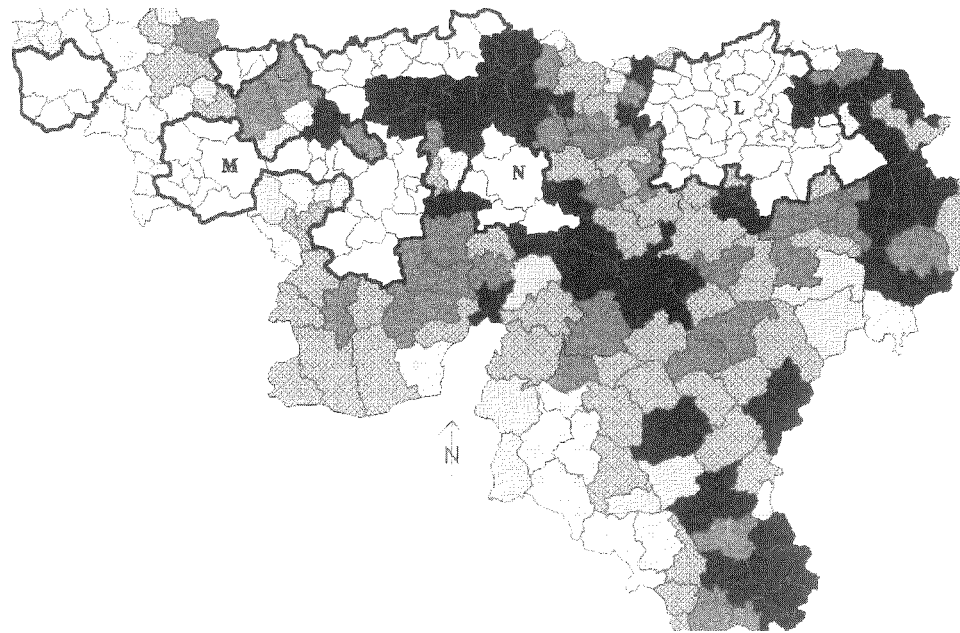
### Carte 3 - Période de reprise démographique depuis le recensement de 1961 avec rupture de l'exode rural



**Carte 4 - Perte démographique consécutive à l'exode rural  
de 1947 à 1997**



## Carte 5 - Amplitude de reprise démographique en 1997 depuis la fin de l'exode rural



**B** : Bruxelles  
**L** : Liège  
**M** : Mons  
**N** : Namur

(%)

<2

2-5

5-15

15-25

>25

Moyenne : 18,21

Médiane : 13,81

Km

0 20 40

Auteur : Laurence THOMSIN, Ulg, 2000

Sources : INS (1947, 1961, 1970, 1981, 1991, 1995, 1997)

**ni** Zone d'agglomération à urbanisation fonctionnelle et morphologique intense